



Rapport annuel 2025

Réorientation: transmettre les bases, se profiler davantage

Sommaire

Préface:	
Vers d'autres rivages	
Stephan Husy	3
Transmettre les bases ...	
Marianne Aeberhard	4
... Se profiler davantage	
Marianne Aeberhard	6
Impressions de 2025	8
Nous faisons marcher la boutique	10
Membres du personnel de humanrights.ch en 2025	13
Comptes annuels et bilan 2025	14
Nos remerciements à nos donateur·trice·x·s et Faire figurer humanrights.ch dans son testament	15

Préface

Vers d'autres rivages

Durant toute une décennie, Dieter von Blarer a guidé le travail de humanrights.ch avec dévouement et clairvoyance. Qu'il en soit remercié ici de tout cœur!

Les dernières années de sa présidence surtout n'ont pas été de tout repos, avec le transfert d'une bonne partie du travail de documentation et d'information de humanrights.ch à la toute nouvelle Institution suisse des droits humains (ISDH). Ce passage a en effet amené humanrights.ch à se réorienter vers le conseil aux personnes dont les droits humains ont été bafoués en Suisse. Il s'agit là souvent de personnes vivant dans des conditions précaires, qui n'ont pas un accès facile à la justice, telles que les personnes en détention, en établissement psychiatrique ou encore les victimes de racisme. Marianne Aeberhard, directrice de longue date de humanrights.ch et instigatrice de cette réorientation, nous en dit plus à ce sujet en page 6.

Sans l'engagement indéfectible de toute son équipe, humanrights.ch aurait disparu depuis longtemps. Nous invitons donc les lecteur·trice·x·s à accorder toute l'attention voulue à la rubrique «Nous faisons marcher la boutique!».

Les difficultés financières sont malheureusement une constante chez humanrights.ch. En 2025, le transfert du travail d'information à l'ISDH a aussi marqué la fin du financement de la Confédération. Les remerciements que nous adressons en fin de ce rapport à nos donateur·trice·x·s sont par conséquent tout sauf une formalité: sans leur générosité, humanrights.ch ne pourrait tout simplement pas exister!

À une époque où, en Suisse comme ailleurs, les droits humains sont remis en question, la société a grandement besoin d'organisations non gouvernementales telles que humanrights.ch. Une organisation qui met systématiquement au cœur de son travail la protection et la promotion des droits humains.



*Stephan Husy, président de
humanrights.ch depuis le printemps 2025*

Transmettre les bases...

La mise sur pied de l'Institution suisse des droits humains (ISDH) ayant modifié la répartition du travail dans le domaine des droits humains en Suisse, humanrights.ch a transmis la vaste documentation qu'elle a établie ces 25 dernières années à la nouvelle entité et redéfini son profil.

Pendant de nombreuses années, humanrights.ch a non seulement fait entendre la voix des droits humains en Suisse, mais aussi constitué la principale plateforme d'information du domaine. Notre site internet proposait ainsi les «fondamentaux» des droits humains: dossiers sur les conventions internationales, explications sur les rapports périodiques de la Suisse, catégorisations des droits et obligations, et autres présentations générales des mécanismes de défense des droits, autant d'informations utilisées tant par les juristes et les personnes aux études que par les autorités et la société civile.

La constitution de l'Institution suisse des droits humains (ISDH) a toutefois changé la donne: la loi confère à ce nouvel acteur un mandat d'information et de documentation ainsi que le devoir de dispenser aux pouvoirs publics un accompagnement spécialisé dans la défense des droits humains, de sorte que ses tâches se recoupent avec celles qui faisaient jusqu'ici partie de notre mission. Dans cette perspective, il avait déjà été décidé fin 2019 que humanrights.ch transmettrait à l'ISDH les bases de données entrant dans son mandat légal.

En conséquence, un tiers environ de notre site internet – et en particulier ses éléments structurants, explicatifs et documentaires – allait être consultable sur celui de l'ISDH. Commencée début 2024, la migration s'est achevée en mars 2025 avec la mise en ligne par l'ISDH des contenus sous une forme remaniée.

Quels contenus avons-nous cédés à l'ISDH?

Il s'agit principalement de nos dossiers de fond et de nos contenus d'information, et notamment des éléments suivants:

- textes d'introduction aux droits humains,
- dossiers tenus à jour concernant les conventions ratifiées par la Suisse (CEDH, Nations Unies, Conseil de l'Europe, autres instruments régionaux, droit international humanitaire),
- bases, notamment juridiques, pertinentes pour la Suisse,
- informations détaillées sur les institutions et organes conventionnels importants (Nations Unies, Conseil de l'Europe, cours pénales internationales, OSCE, organes de l'UE et de la Suisse), et
- connaissances scientifiques, matériel et programmes du domaine de la formation aux droits humains.

Il s'agit donc, en bref, d'éléments qui rassemblent, expliquent et classifient des connaissances, et moins d'analyses ou de prises de position de la société civile. Ces «fondamentaux» constituent un socle solide sur lequel s'appuient toutes sortes d'entités ou personnes œuvrant en faveur des droits humains.

De la sorte, un volet important du travail que nous réalisons depuis 25 ans est confié à une autre entité. Cette documentation se retrouve toutefois en bonnes mains: auprès d'une institution dotée d'un mandat public, qui est en mesure de fournir et de développer ces «fondamentaux» sur la durée.

Plus qu'une simple migration de données

Le transfert ne s'est pas résumé à une copie des données: chaque page a en effet été vérifiée, mise à jour, traduite, examinée sous l'angle juridique et adaptée au nouveau



Premier atelier d'analyse des contenus et proposition d'un nouveau format: séance de remue-méninges

format technique. Avec l'équipe de l'ISDH, nous avons conçu une nouvelle stratégie pour ces contenus: nous avons redéfini la manière dont les informations sont structurées, les méthodes permettant d'effectuer des recherches parmi ces contenus, ainsi que les notions pertinentes pour le rôle de la nouvelle institution.

Nous avons consacré une série d'ateliers à la définition de la future architecture. Nous avons étiqueté les contenus, établi des liens entre eux, puis les avons mis en forme d'une façon qui garantisse la flexibilité et le dynamisme du futur site internet. Nous avons aussi défini par contrat les droits d'utilisation et la migration technique.

Cette démarche, qui a exigé précision, confiance et étroite collaboration, s'est révélée à la fois intense et riche en enseignements pour nos deux organisations aux rôles pourtant différents. En fin de processus, il s'est toutefois aussi agi, pour humanrights.ch, de lâcher prise et d'être confiante que les contenus seraient en bonnes mains à leur nouvel emplacement. Nous n'avions en effet plus aucune emprise sur l'identité visuelle et l'opérationnalisation définitive du site de l'ISDH.

Clore un chapitre de notre histoire qui contenait une grande partie de notre travail de documentation ne s'est pas résumé à une décision de nature organisationnelle. En effet, une grande partie de ce corpus avait été constituée au fil des ans et avait défini l'identité même de humanrights.ch en tant qu'espace de gestion et de transmission de connaissances et en tant que principal site d'informations sur les droits humains en Suisse romande comme en Suisse alémanique.

Ce transfert devait aussi être le fruit d'une décision stratégique prise bien en amont et en pleine connaissance de cause. En confiant nos «fondamentaux» à l'ISDH, nous nous donnons les moyens de nous réorienter ou, plutôt, de redéfinir notre profil.

Marianne Aeberhard, directrice de humanrights.ch

... et redéfinir notre profil

Le lancement du nouveau site www.humanrights.ch/fr/ en avril 2026 nous permet de définir notre profil avec plus d'acuité, notamment envers l'extérieur. Nous mettons clairement l'accent sur la Suisse, sur le soutien concret que nous dispensons aux personnes cherchant à faire valoir leurs droits en justice et sur la défense des droits humains.

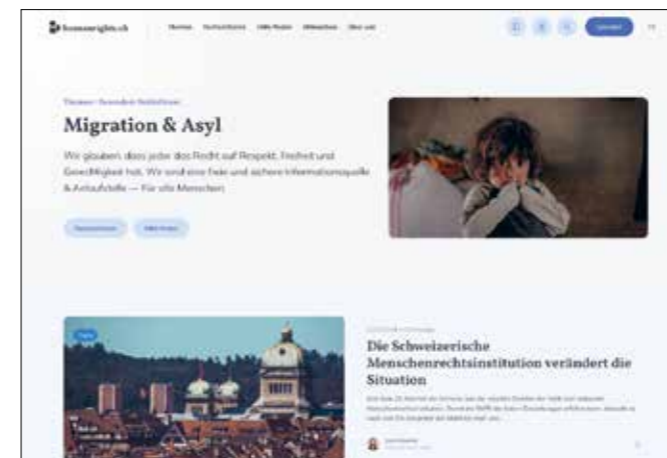
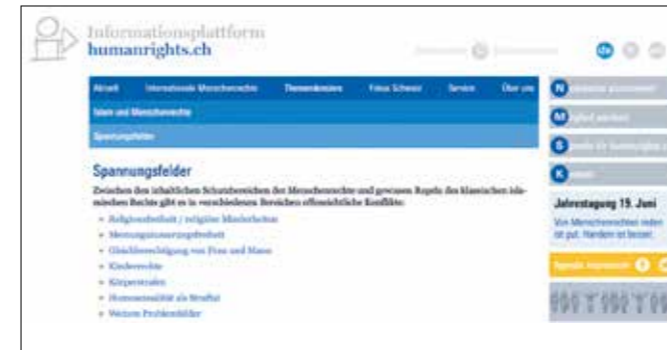
La mise en ligne de notre nouveau site internet au printemps 2026 met un point final à une longue démarche de développement stratégique qui avait débuté en 2017 déjà, au moment où la future constitution de l'Institution suisse des droits humains (ISDH) nous a fait prendre conscience que nous devrions nous repositionner aux côtés d'une organisation réalisant des tâches semblables.

Durant cette démarche, nous nous sommes rapidement aperçus que la diminution des fonds à disposition pour la rédaction nous amènerait à redéfinir clairement notre profil. Depuis cette date, nous mettons systématiquement l'accent sur la Suisse. Nous avons ainsi mis en veilleuse les dossiers par pays ainsi que la version anglaise (conçue pour les milieux diplomatiques avant tout) et développé les informations en français. Nous avons aussi à cœur de garantir la disponibilité de la base documentaire constituée au fil des ans, afin de pouvoir la transmettre à l'ISDH.

De 2019 à 2020, nous avons procédé à une première refonte de notre site internet: mise en place d'une structure thématique, séparation systématique des dossiers informatifs et des analyses et cure de jouvence visuelle, avec un nouveau logo et un nouveau graphisme. Le nouveau site était aussi une façon de rendre plus visibles les multiples fonctions de humanrights.ch, qui ne se résument pas à une simple rédaction: depuis des années, nous gérons et coordonnons diverses antennes de conseil et de coordination, et notamment le Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme, la Plateforme des ONG suisses pour les droits humains, la Consultation juridique pour les personnes en détention et le Point de contact pour les litiges stratégiques.

Nous nous sommes rapidement aperçus que ce nouveau site internet ne serait qu'une étape: si nos multiples activités avaient bel et bien gagné en visibilité, elles ne conféraient pas pour autant un profil clair à l'ensemble de notre organisation. C'est pour cette raison que, dans le rapport annuel 2020 déjà, nous présentions notre nouvel axe de travail principal «Accès à la justice». De cette façon, nous nous situons dans un créneau que l'ISDH ne peut occuper, car la loi lui interdit d'exercer une fonction de médiation et d'enregistrer des plaintes individuelles. À l'inverse, humanrights.ch est depuis des années devenue un point de contact pour toute question touchant les droits humains, en raison de sa visibilité et de la grande variété de thèmes qu'elle aborde. Cela fait en effet 25 ans que nous fournissons sur les droits humains des informations gratuites et accessibles à toutes les personnes. Chaque année, nous traitons ainsi plus de 2000 demandes de renseignements qui nous parviennent par écrit ou par téléphone. Soit nous répondons directement aux personnes qui nous sollicitent, soit nous les aiguillons vers un centre de conseil approprié, soit nous les dirigeons vers l'une de nos antennes spécialisées dans le domaine du racisme et de la privation de liberté. Nous avons créé la Consultation juridique pour les personnes en détention parce que nous ne pouvions aiguiller ces personnes vers aucune autre antenne en Suisse. Avec ces structures, nous contribuons à supprimer les obstacles à l'accès à la justice. Le Point de contact pour les litiges stratégiques nous permet lui d'amener des améliorations de la législation ou de la jurisprudence qui vont au-delà du cas concret traité. Nous renforçons de la sorte la défense des droits humains et l'accès à la justice en Suisse.

Début 2023, nous nous sommes attelés à la deuxième refonte de notre site Internet, dans le but de rendre notre profil plus visible et plus compréhensible. Cette démarche com-



Les trois versions de notre site internet: jusqu'en 2020, de 2020 à 2026 et à partir de 2026.

portait tant la migration complète de notre site vers un nouveau système qu'une redéfinition de notre image de marque, redéfinition qui nous a permis de cerner ce qui fait notre singularité et de mettre en avant notre mission aussi bien que nos méthodes.

Nous avons abouti à la formulation de la phrase suivante, qui décrit au mieux notre profil: «Nous renforçons la défense des droits humains en Suisse». Nous mettons l'accent sur le terme «renforcer», qui a une connotation positive et qui évoque l'action et le dynamisme, à l'inverse d'une sentinelle qui se contente de critiquer et de pointer les problèmes du doigt. Nous mettons aussi l'accent sur le terme «Suisse», l'élément distinctif qui nous démarque d'autres organisations actives dans le domaine des droits humains. En mettant l'accent sur l'accès à la justice, nous ne visons pas en premier lieu à renforcer les droits humains en soi, mais plutôt leur «dispositif de protection». Le symbole du parapluie illustre visuellement cet axe de travail. Nous exprimons ainsi cette protection sans pour autant adopter une attitude paternaliste, car les personnes peuvent tenir elles-mêmes le parapluie et décider par elles-mêmes si elles veulent s'y réfugier ou non.

Nous ne nous bornons pas à écrire des articles sur les problèmes liés aux droits humains, mais développons ces questions sur la base de cas concrets – tirés si possible des affaires traitées par nos centres de conseil –, de sorte que nous focalisons toutes nos activités sur un objectif général, le renforcement du système de protection des droits humains en Suisse.

Nous nous concentrons donc désormais sur l'analyse critique, l'impact, le plaidoyer et le soutien concret apporté aux victimes. Abandonnant notre rôle primaire de plateforme d'information, nous évoluons vers une organisation qui travaille davantage en contact avec les personnes et qui fait bouger les lignes.

Marianne Aeberhard, directrice de humanrights.ch

Impressions de 2025

Voici quelques aperçus de notre travail durant l'année dernière: la justice prononce une inculpation spectaculaire dans notre plus important litige stratégique, que nous suivons depuis quatre ans ; nous publions un guide assorti d'une vidéo explicative sur les litiges stratégiques ; nous lançons un financement participatif pour notre podcast «Article sept» et... faisons de l'ordre dans nos bureaux.

Theo W.: chronique d'une mort annoncée en psychiatrie

Cas Theo W.: la chronique

24.04.2025

#Détention

Lignes directrices en matière de droits humains

Accès à la justice en détention

Prise en charge institutionnelle des personnes autistes en Suisse
Recherches humanrights.ch

The Chronicles of Theo W.

Le 2 janvier 2021, Theo W., âgé de 18 ans, décède à l'hôpital universitaire de Zurich en raison d'un grave traumatisme crânien. Il avait été hélicoptéré en urgence depuis la clinique psychiatrique de Königsfelden, située dans le canton d'Argovie. Les blessures visibles que le jeune homme s'infligeait des blessures depuis plus d'une semaine n'ont été traitées que lorsqu'il s'est retrouvé dans le coma.



Le 23 avril 2025, une médecin est inculpée de meurtre, et un médecin d'homicide par négligence, dans l'affaire Theo W., dont nous accompagnons les proches depuis 2021.

Avec l'envoi et la mise en ligne d'un guide et d'une vidéo explicative, nous lançons en automne 2025 une petite campagne de sensibilisation sur les litiges stratégiques auprès des professionnel-le-x-s qui travaillent au quotidien avec des victimes de violations des droits humains.

Nouveau guide pratique: utiliser efficacement les litiges stratégiques pour protéger les droits humains

Droits humains en bref

Les droits humains c'est quoi?

Droits humains par thèmes

Argumentaires

Arrêts CrEDH

13.09.2025

#ASILEMIGRATION #ACCÈSÀLAJUSTICE

Soumettre les cas de violations structurelles des droits humains aux tribunaux à partir d'un cas concret permet de faire évoluer la jurisprudence. Pour lancer ces litiges stratégiques, il faut identifier à temps les cas appropriés. humanrights.ch a élaboré à cet effet un nouveau guide pratique.



Le financement participatif de septembre 2025 nous a permis de produire une troisième saison de notre podcast «Article sept» et de réaliser des podcasts en direct, comme le 11 septembre 2025 avec la professeure Helen Keller, l'avocate Xenia Rivkin (ISDH) et l'avocat Thomas Wendland (EPER).

Soutenez notre campagne de financement participatif pour notre podcast!

Droits humains en bref
Les droits humains c'est quoi?
Droits humains par thèmes
Argumentaires
Arrêts CrEDH

01.09.2025

Notre campagne de financement participatif pour notre podcast "Article Sept" est lancée! Aidez-nous à rendre les droits humains visibles et audibles!



Cliquez ici pour accéder à la campagne sur wemakeit



Notre «journée annuelle de rangement» ne serait pas possible sans des multitalents comme notre stagiaire Mirjam Steiner.

Nous faisons marcher la boutique!

Notre personnel est fortement mis à contribution avec la transition en cours. Dans des périodes aussi mouvementées, nous ne pourrions rien faire sans une équipe extraordinairement déterminée. Voici ce qui nous motive à travailler chez humanrights.ch, nos souhaits et nos inquiétudes pour 2026.



Lea Schreier arrivée en 2019 chez humanrights.ch à la suite de la fusion avec Schutzfaktor M, a participé à la mise sur pied du Point de contact pour les litiges stratégiques et géré le secrétariat pendant deux ans et demi. Depuis février 2026, elle coordonne la Plateforme des ONG suisses pour les droits humains.

«J'aime travailler chez humanrights.ch, parce que nous sommes la seule ONG à s'occuper exclusivement des droits humains en Suisse, avec des conseils aux personnes concernées et des informations très complètes sur le sujet, pour sensibiliser la population. Je trouve qu'il s'agit là d'un travail très important, qui a du sens – tout comme le fait de collaborer avec d'autres réseaux et organisations. Et l'équipe est géniale!

Pour 2026, mon vœu est de voir la pression financière se réduire un peu, pour que nous puissions nous concentrer sur le travail de fond et rendre notre action encore plus visible, grâce à notre nouveau site internet.»



Levi Holzäpfel qui a commencé chez humanrights.ch en février 2023 comme stagiaire, est maintenant responsable du secrétariat.

«On te prend immédiatement très au sérieux au sein de l'équipe, tu mets directement la main à la pâte – qu'elle que soit ta fonction du moment. Et avec tout ce que réalise humanrights.ch, avec l'accueil que le public et, surtout, la société civile réserve à ce travail, tu vois que cet engagement fait vraiment bouger les lignes. C'est pour cela que j'aime travailler chez humanrights.ch.

Pour 2026, je souhaite que notre équipe continue inlassablement à pointer du doigt les lacunes existant en Suisse dans le domaine des droits humains, pour faire évoluer favorablement les choses.»



Lina Rytz est stagiaire chez humanrights.ch depuis janvier 2026.

«Je trouve très motivant de retracer et de catégoriser avec précision les évolutions dans le domaine des droits humains. C'est important de rendre visibles les problèmes et de fournir de solides bases pour les débats publics et les décisions politiques.

Pour 2026, je souhaite que humanrights.ch puisse faire entendre davantage sa voix et consolider ses prestations, malgré la pression politique et financière. Je tiens en particulier à ce que les personnes en détention continuent à bénéficier d'un soutien fiable.»



Nora Maria Riss Nora Maria Riss est responsable du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme depuis octobre 2024.

«Je ne travaille que depuis un peu plus d'une année chez humanrights.ch, et je m'y plais beaucoup. Je peux y mettre mes compétences au service d'une mission qui a du sens, le travail est passionnant et l'équipe tout simplement super!

Mon vœu pour 2026: un financement stable pour le Réseau de centres de conseil et pour les autres projets de humanrights, tous très importants. Notre travail est plus que jamais indispensable, dans le climat politique actuel.»



Marianne Aeberhard est directrice de humanrights.ch depuis février 2018

«J'adore mon travail chez humanrights.ch, parce qu'en tant que directrice, je ne fais pas que déléguer des tâches, je mets aussi la main à la pâte – je rédige, traduis et relis des articles, m'occupe des contenus et de la technique de notre nouveau site interne et de notre nouvelle newsletter, accompagne des litiges stratégiques, fais des posts pour les réseaux sociaux, donne des conseils téléphoniques, achète le matériel informatique et les logiciels, tiens la comptabilité, traite les

questions stratégiques, gère le personnel... Et bien d'autres choses encore – tout cela pour renforcer les droits humains en Suisse!

Pour 2026, je souhaite qu'en unissant nos efforts, nous réussissions à sauver la Consultation juridique pour les personnes en détention et à empêcher une coupe radicale dans l'équipe du Réseau de centres de conseil ainsi que dans celle du Secrétariat.



Ludovic Véroletest depuis avril 2025 collaborateur scientifique au sein du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme, dont il assure la coordination en Suisse romande.

«Travailler pour humanrights.ch me permet de donner du sens à mon engagement professionnel et militant, d'être entouré par des personnes impliquées et compétentes. Mon action ne s'en trouve que renforcée.

droits humains et à renforcer la cohésion entre les actrices de la société civile. Bien que cela soit parfois difficile selon les contextes, je veux tendre le plus possible dans mon activité à une approche participative et horizontale.»

Je souhaite que humanrights.ch puisse continuer à combler certaines lacunes présentes dans la réalisation des



Francesco Franchini est depuis février 2025 conseiller juridique au sein de la Consultation juridique pour les personnes en détention et leurs proches.

«Chez humanrights.ch, je peux mettre mes compétences au service des personnes en détention et de leurs proches et les aider à trouver des solutions dans des situations de vie difficiles.

Je nous souhaite de trouver un financement stable, afin de pouvoir continuer à fournir toutes les prestations de la consultation pour personnes en détention.»



Jeanne Durafour qui a commencé chez humanright.ch comme stagiaire en 2019, est maintenant responsable de la rédaction francophone.

«J'apprécie le fait de pouvoir à la fois réagir rapidement à l'actualité des droits humains et suivre les évolutions sur le long terme. Au sein de l'équipe, nous travaillons de manière flexible, réactive et en réseau. Je souhaite que notre travail de rédaction continue d'être reconnu et financé en 2026.

Je souhaite à humanrights.ch de rester une boussole pour les personnes souhaitant obtenir des informations sur les droits humains en Suisse.»



Lucía Aguilar est depuis février 2026 conseillère juridique au sein de la Consultation juridique pour les personnes en détention et leurs proches.

«J'aime mon travail chez humanrights.ch, parce qu'il me permet d'œuvrer concrètement en faveur des droits humains en Suisse, aux côtés d'une équipe très motivée. En tant que conseillère juridique pour les personnes en détention et leurs proches, j'apporte mon soutien à un groupe de population qui passe généralement sous le radar. Les droits de ces personnes étant par définition très limités, il n'en est que plus important de protéger leurs droits fondamentaux.»

«Mon vœu pour notre Consultation juridique pour les personnes en détention est de disposer d'un financement durable. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions continuer à leur offrir un soutien efficace et à faire valoir leurs droits.»



Meral Kaya, collaboratrice scientifique au sein du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme depuis août 2023, y est responsable de l'exploitation des données et de l'élaboration de documents de base.

«J'ai la chance de soutenir l'équipe de humanrights.ch en tant que collaboratrice scientifique depuis août 2023. C'est en rédigeant ma thèse que j'ai ressenti le besoin d'établir un lien entre théorie et pratique, chose que je peux faire chez humanrights.ch. Je trouve important de ne pas se borner à établir une statistique des cas de racisme, mais aussi de présenter ces situations toujours complexes de manière compréhensible pour le grand public.»

Pour la suite, je souhaite que le monde politique reconnaisse l'importance de notre travail et que cette reconnaissance se traduise par un soutien concret. Un financement solide est en effet essentiel pour continuer notre lutte en faveur des droits humains.»

Membres du personnel de humanrights.ch en 2025

>humanrights.ch/fr/qui-sommes-nous/equipe/

Jeanne Durafour

responsable de la rédaction francophone

Tarek Naguib

coordinateur, puis co-coordinateur (depuis juin 2025) de la Plateforme des ONG suisses pour les droits humains, responsable de la campagne sur la révision de la loi sur le renseignement (LRens) (jusqu'en décembre 2025)

Nora Riss

responsable du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme

Meral Kaya

collaboratrice au sein du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme et rédactrice Racisme

Ludovic Vérolet

collaborateur au sein du Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme, responsable de la coordination en Suisse romande

Livia Schmid (jusqu'en décembre 2025)

responsable de la Consultation juridique pour les personnes en détention et leurs proches et rédactrice Détention

Francesco Franchini (à partir de février 2025)

conseiller juridique auprès de la Consultation juridique pour les personnes en détention et leurs proches

Levi Holzäpfel

collaborateur étudiant au sein du projet «Transfert de la documentation à l'Institution suisse des droits humains (ISDH)», responsable du Secrétariat (dès juin 2025)

Lea Schreier

responsable du Secrétariat (jusqu'à fin mai 2025), co-coordinatrice de la Plateforme des ONG suisses pour les droits humains (à partir de juin 2025), collaboratrice au sein du Point de contact pour les litiges stratégiques

Marianne Aeberhard

directrice, responsable de la Rédaction et du Point de contact pour les litiges stratégiques

Stagiaires

Amélie Strebel, Mirjam Steiner, Catarina Meier et Ele Fontana

Bénévoles

Katja Achermann (avocate), Stephan Bernard (avocat), Reto Tettamanti et Frédéric Barth (Point de contact pour les litiges stratégiques)

Patrick Burger, Barbara Heuberger, Melanie Köppli, Roxana Ratnarajah, Alina Hofstetter et Zainab Bracher (Rédaction germanophone)
Laura Arzel, Aurore Zürcher, Gülbahar Yavavli, Marie Nicolas et Ele Fontana (Rédaction francophone)

Comptabilité et révision des comptes

Thomas Kindler, Treuhand Müller, Berne (comptabilité)
Simon Schönholzer, Tres Treuhand GmbH, Langnau i.E. (révision)

Assistance informatique et services web

Assistance informatique: Kevin Eggel
Site internet: Raptus AG
Marketing web: Lukas Müller (SEO) et Claudio Caduff (Google Ads), Digital Leverage

Comité

><https://www.humanrights.ch/fr/qui-sommes-nous/organisation/comite/>

Dieter von Blarer

(président jusqu'en mai 2025)
avocat, Aesch (BL)

Stephan Husy (président dès mai 2025)

juriste et ancien diplomate, Berthoud

Kaj Rennenkampff (Finances)

secrétaire syndical, Berne

Raffaella Massara

avocate, Berne

Susanne Rudolf

spécialiste en marketing et en recherche de fonds, Zurich

Katharina Fasel

juriste, Bärswil (BE)

Andreas Noll

avocat, Bâle

Lauranne Macherel

avocate, Genève

Comptes annuels et bilan 2025

Compte de résultat pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025

Produit d'exploitation	627 343
Dons liés	440 191
Dons libres	129 182
Produits divers	57 971
Charges d'exploitation	710 559
Projets et services	416 957
Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme	242 024
Consultation juridique pour personnes en détention	74 088
Plateforme des ONG suisses	71 819
Point de contact pour les litiges stratégiques	40 034
Rédaction, communication et collecte de fonds	177 361
Charges administratives	105 232
Frais de personnel	53 100
Locaux et assurances des biens	17 707
Verwaltungs- und Informatikaufwand	28 121
Administration et informatique	0
Amortissements et charges diverses	6 304*
Résultat opérationnel	-83 216
Résultat financier	388
Résultat exceptionnel	0
Variation du capital du fonds	-72 326**
Variation du capital propre	-9 507
Fonds Contributions hr.ch projets	-9 507
Résultat annuel	-507

* utilisation des réserves inscrite au budget

** dont 6000 CHF d'amortissement de l'investissement dans le nouveau site internet

Bilan au 31 décembre 2025

Actif	
Actif circulant	352 428
Actif immobilisé	24 891*
Total actif	377 319
Passif	
Capitaux de tiers	
Engagements à court terme	50 730
Fonds liés aux projets	63 363
Total capitaux de tiers	114 093
Fonds propres	
Capital lié (fonds)	180 888
Capital libre	82 339
Total capital propre	263 227
Total passif	377 319

* Inscription à l'actif des 30 000 CHF d'investissement dans le nouveau site internet, amortis à hauteur de 6000 CHF par an de 2025 à 2029

Nos remerciements à nos donateur·trice·x·s

Fondation Famille Scheller, Fondation Temperatio, Fondation Érgata, Fondation Rosemarie Aebi

Commission Terre Nouvelle de la ville de Berne, Églises réformées Berne-Jura-Soleure

Algorithm Watch, Amnesty International Suisse, Bernischen Verein für Gefangenen- und Entlassenenfürsorge (BeVGe), Caritas, Croix-Rouge suisse (CRS), Dignitas, droitsfondamentaux.ch, Entraide protestante suisse (EPER), Fédération suisse des sourds SGB-FSS, Gemeinnütziger Frauenverein Baden, Inclusion Handicap, Juristes démocrates de Suisse (JDS), Public Eye, Société Numérique Suisse (DIGIGES), Terre des hommes, Unia Suisse, Verein BodyRespect

Commission fédérale contre le racisme (CFR), Département fédéral de l'intérieur (DFI) – Service de lutte contre le racisme (SLR) ; les 26 cantons et demi-cantons.

Nos membres soutien: Susanne Leuzinger, Peter Hug, Margot Hug, Regula Kunz et Dominik Keller. Les membres de la Plateforme des ONG suisses pour les droits humains

Divers particuliers: membres, sympathisant·e·x·s, donateur·trice·x·s

À toutes et à tous, un grand merci pour votre fidélité en ces temps mouvementés!

Faire figurer humanrights.ch dans son testament

Depuis 2020, les membres de humanrights.ch peuvent nous mentionner dans leur testament.

L'idée de continuer à nous soutenir vous plaît? Notre action vous tient à cœur, et vous aimeriez faire un legs en notre faveur ou nous instituer héritier? En faisant figurer humanrights.ch dans votre testament, vous posez un acte fort, vous contribuez à la défense des droits humains et du vivre ensemble en Suisse.

Nous pouvons vous accompagner dans cette démarche grâce à notre collaboration avec deinadieu.ch, qui fournit des informations détaillées sur le sujet et vous permet de rédiger un testament en ligne.

Nous avons éveillé votre intérêt? Vous avez des questions? Merci de me contacter:

Marianne Aeberhard, directrice
031 302 01 61, marianne.aeberhard@humanrights.ch



© humanrights.ch
Mars 2026

Rédaction:
Marianne Aeberhard

Mise en page:
Völm & Walthert, (Zurich)